Séance publique du 15 novembre 2004

Délibération n° 2004-2270

commission principale : développement économique

objet : **Projet Pacerel - Avenant 2004 à la convention-cadre Equal - Avenant 2004 aux conventions avec les autres membres du partenariat de développement**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction des affaires économiques et internationales - Pôle innovation

Le Conseil,

Vu le rapport du 27 octobre 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le contexte général

La création et la reprise d'entreprises sont des facteurs clés du développement économique de l'agglomération lyonnaise et de son positionnement à l'échelle européenne. En effet, le renouvellement du tissu économique local, comme l'affirmation du dynamisme économique de l'agglomération, sont liés à la création d'un véritable pôle d'excellence en matière d'entrepreneuriat.

Il s'agit à la fois d'augmenter le nombre de créations et de reprises d'entreprises dans l'agglomération lyonnaise mais également de favoriser le développement et la pérennité de ces entreprises.

Pour cela, la Communauté urbaine, les partenaires de la démarche Grand Lyon, l'esprit d'entreprise développent depuis plusieurs années une politique globale en faveur de la création et de la reprise d'entreprises. Parmi les principales actions engagées, le projet Pacerel, dont la communauté urbaine de Lyon est pilote, vise principalement à organiser les structures d'accompagnement et de financement au niveau des territoires de l'agglomération. Ce projet doit également permettre la promotion du dispositif résultant ainsi que la sensibilisation du plus grand nombre aux opportunités de l'entrepreneuriat

La structuration des réseaux d'accompagnement et de financement des porteurs de projet atteint aujourd'hui une certaine maturité. Sous l'impulsion de la Communauté urbaine, l'ensemble des acteurs se sont rassemblés sous une même bannière "Lyon ville de l'entrepreneuriat". Cela permet aujourd'hui de fournir une offre complète quelle que soit la maturité et la typologie de projet.

Les chiffres en matière de création d'entreprise démontrent la pertinence de cette offre. En effet, l'agglomération lyonnaise compte plus de 8600 créations d'établissements en 2003 avec une augmentation de ces créations de plus de 15 %, pour 10 % en moyenne sur la région Rhône-Alpes et en France. De plus, l'agglomération connaît une croissance continue depuis 2001 du nombre de créations, à la différence des autres métropoles françaises.

Cette délibération vise à actualiser les financements nécessaires à chacune des structures dans le cadre du projet Pacerel afin de permettre l'atteinte des objectifs actualisés en 2004 au vu de l'avancement du projet à la fin de 2003.

Le projet Pacerel

Le projet Equal Pacerel est fondé sur :

- une logique d'action collective de l'ensemble des acteurs de la création et reprise d'entreprise,
- une politique de territorialisation des dispositifs de soutien à la création et à la reprise.

Il s'inscrit d'avril 2002 à avril 2005.

La dynamique mise en œuvre au sein de Pacerel repose sur la méthodologie suivante :

- la détection des besoins non satisfaits des porteurs de projet (faible lisibilité du dispositif d'appui, accès malaisé à un financement approprié, etc.),
- la mise en réseau de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux impliqués (organismes d'accompagnement, acteurs sociaux, dispositifs de financement, intervenants politique de la ville, etc.),
- la génération, la détection et la diffusion des pratiques innovantes répondant à ces besoins non satisfaits.

Pacerel est un projet issu d'une réflexion commune à l'ensemble des acteurs de la création et de la reprise d'entreprise : communes, associations, chambres consulaires, plates-formes de financement de la création. Le projet est porté et mis en œuvre par un partenariat comprenant les 18 acteurs de la création et de la reprise les plus importants de l'agglomération : chambres consulaires, plates-formes de financement, réseaux associatifs, etc.

Par ses différents aspects, cette politique publique intègre différentes priorités exprimées dans le plan de mandat :

- le développement de l'entrepreneuriat,
- l'ouverture européenne et internationale,
- l'organisation de la proximité,
- la démarche qualité orientée vers le bénéficiaire final,
- l'implication forte des porteurs de projet et du grand public par l'organisation d'une démarche active de gouvernance,
- l'implication du secteur privé.

Les principaux axes de travail sont les suivants :

- axe n° 1 : l'organisation de la territorialité de l'accueil selon les modalités déjà indiquées,
- axe n° 2 : la politique de soutien à la reprise d'entreprise afin d'éviter la disparition d'entreprises et de maintenir l'emploi de salariés en situation de précarité du fait de leur âge ou de leur faible qualification,
- axe n° 3 : l'organisation d'actions de communication et de promotion de la culture entrepreneuriale sur l'agglomération,
- axe n° 4 : le développement de l'essaimage afin de favoriser la création d'activités nouvelles dans les petites et moyennes entreprises,
- axe n° 5 : le développement des financements de proximité afin d'améliorer l'accès des créateurs d'entreprise à un financement adapté,
- axe n° 6 : la création d'un observatoire de la création d'entreprise et des bonnes pratiques.

Un volet transnational du projet Pacerel a été développé avec les partenaires britanniques regroupés autour de la ville et de la chambre de commerce de Birmingham, sur les thèmes suivants :

- le renforcement du soutien à la création d'entreprise par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication,
- l'amélioration de la viabilité des nouvelles entreprises (financement, parrainage, développement durable, etc.)
- le développement des activités de la création et de la créativité.

L'avenant 2004

La Communauté urbaine est chef de file de ce projet et, à ce titre, coordonne l'action de ses partenaires : la chambre et commerce et d'industrie de Lyon, la chambre des métiers du Rhône, l'appui gestion formation SCOP Entreprises Rhône-Alpes (AGF SCOP), l'association Rhône-Alpes des professionnels du développement économique local (Aradel), le centre d'information féminin du Rhône (CIF), l'association pour le droit à l'initiative économique (Adie), l'association Allies, l'association Action Conseil, l'association Rhône développement initiatives (RDI), l'association Creons, la confédération générale des petites et moyennes entreprises du Rhône, (CGPME), l'association Action'elles, le GIL Medef Lyon-Rhône, l'association Uni-est, l'association vouloir entreprendre, l'Agence d'urbanisme, le centre Auguste et Léon Walras.

L'association recherche développement enseignement multimédia interactif (Ardemi) initialement membre du partenariat de développement a souhaité se retirer au vu de sa charge de travail sur un autre projet européen et de sa moindre implication dans les objectifs actualisés du projet Pacerel

L'avenant 2004 est le reflet de l'avancement du projet et des objectifs actualisés définis conjointement avec les partenaires. Au vu de l'avancement à la fin de 2003, les partenaires ont pu redéfinir les moyens à mobiliser pour l'atteinte des objectifs d'ensemble du projet.

Le contenu

Axes de travail	Etat d'avancement - réalisé à la fin de 2003	Objectifs 2004	Données de sortie
Axe 1 - organisation et qualification du réseau	<p>tenue du premier tour de réunions territoriales pour la restitution du diagnostic et sa mise en œuvre opérationnelle</p> <p>consensus et acceptation par les acteurs de terrain des fondamentaux de la segmentation et du fonctionnement</p>	<p>mise en œuvre avec les partenaires locaux des organisations territoriales pour chacune des conférences des maires.</p> <p>réunions complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 avec les banques • 1 avec les prescripteurs • 1 formation des structures d'accueil 	<p>site internet mis à disposition des professionnels de l'accompagnement</p> <p>réunions territoriales pérennes impliquant l'ensemble des acteurs concernés par la création d'entreprise</p>
Axe 2 - transmission - reprise	<p>identification des besoins de cédants réalisée</p> <p>étude action lancée sur les besoins des repreneurs et le positionnement des acteurs de la reprise -transmission</p> <p>Esiloe a pris contact avec les têtes de réseau de la reprise (notaires, experts comptables, BDPME, avocats, etc.)</p>	<p>2° phase : rencontre avec les intervenants de premier ordre qui sont les prescripteurs et les accompagnateurs par type de public repreneur</p> <p>objectif : rendre lisible et cohérente l'action des différents intervenants en fonction de leur cible. Augmentation des flux cédants-repreneurs</p>	<p>renforcer les liens entre les structures publiques d'accompagnement et les intervenants privés (avocats, experts comptables, notaires, banquiers)</p> <p>collaborer avec Lyon place financière et tertiaire. Production d'un guide pratique d'orientation à l'attention des trois catégories d'acteurs : cédants, repreneurs et intermédiaires</p>
Axe 3 - semer l'esprit d'entreprise	<p>études réalisées sur les besoins spécifiques des publics féminins et en insertion pour la création d'entreprise</p> <p>résultats intégrés dans la structuration des dispositifs d'accompagnement</p>	<p>conception d'un message à diffuser auprès des prescripteurs lors des réunions de l'axe 1</p> <p>puis fournir aux principaux prescripteurs un message préformé pour faciliter la diffusion à leurs publics cibles</p> <p>organisation d'un événement assurant la promotion d'ensemble du dispositif d'agglomération en faveur de la création d'entreprise</p>	<p>sensibilisation des prescripteurs sociaux (ex : ANPE)</p> <p>conception et diffusion du message dans le cadre de l'axe 1</p> <p>salon d'envergure nationale, avec une forte visibilité de Lyon ville de l'entrepreneuriat et de l'organisation territoriale définie dans le cadre de Pacerel</p>

<p>Axe 4 - essaimage social</p>		<p>1. mise en place d'outils favorisant l'essaimage en relation avec la loi Dutreil</p> <p>2. des questions sur la mise en place du nouveau droit de la FPC (formation professionnelles et continue</p> <p>3. travail sur les grands groupes objectif : repérage d'opportunités d'essaimage</p>	<p>production d'un guide commun avec la CCIL à l'attention des salariés et des développeurs économiques locaux</p> <p>conclure un accord expérimental avec un OPCA (prochains contacts avec Agefos PME 69)</p> <p>mise à disposition des grands groupes d'un outil sur l'essaimage, articulé avec les outils CCI</p>
<p>Axe 5 - financement</p>	<p>les banques ont été contactées pour organiser les réunions territoriales :</p> <p>accord de toutes les banques pour leur participation sur chacune des conférences des maires</p>	<p>présentation précise des dispositifs d'accompagnement et de financements publics aux banques</p> <p>proposition de collaboration dans le traitement et les suivis des projets</p> <p>objectif et enjeu : acteurs unir des mondes privés et associatifs pour former un dispositif de soutien aux créateurs complet et crédible</p>	<p>mobilisation forte des acteurs privés du financement</p> <p>proposer aux acteurs privés une lisibilité de l'organisation existante sur l'agglomération et les associer à l'offre aux créateurs</p> <p>remarque : l'appellation Pacerel n'est pas pérenne. C'est bien le dispositif valorisé dans le cadre de Lyon, ville de l'entrepreneuriat qui doit être promu</p>
<p>Axe 6 - observatoire</p>	<p>résultats de l'enquête conduite depuis le 1er mars 2003 auprès des créateurs (800 réponses sur 2 000 envois)</p> <p>première réflexion sur les bases d'un cahier des charges pour la mise en œuvre d'outil de suivi commun aux différents membres de Lyon, ville de l'entrepreneuriat</p>	<p>présentation approfondie des résultats</p> <p>comparaison des résultats de l'enquête SINE (chiffres nationaux sur la création d'entreprise) sur l'aire urbaine avec Rhône-Alpes et France entière</p> <p>étude de faisabilité pour la mise en œuvre d'un outil commun de suivi des porteurs de projets.</p> <p>réflexion sur la création d'une structure de suivi et de pilotage du dispositif Lyon, ville de l'entrepreneuriat</p>	<p>l'enquête doit permettre un état zéro de la qualité du dispositif sur l'agglomération lyonnaise</p> <p>elle permettra de valider ou de modifier les grands axes de développement pour Lyon, ville de l'entrepreneuriat</p>

L'avenant financier

FSE (fonds social européen) :

La Communauté et les partenaires du projet ont signé avec l'Etat une convention-cadre qui définit les conditions d'attribution de l'aide du fonds social européen (FSE) pour la mise en œuvre de ce projet et le montant de l'aide FSE pour la première année d'application, à savoir 2002.

L'avenant 2003 de cette convention-cadre a permis de définir les montants de FSE alloués au titre des activités 2003.

L'avenant 2004 à la convention-cadre entre l'Etat et le partenariat de développement Equal Pacerel dont la Communauté urbaine est tête de liste permet de définir le montant de la subvention FSE attribuée au titre de l'année 2004. L'aide FSE pour l'année 2004 sera de 198 571 € pour un coût maximal éligible de 1 288 622 €.

A noter que ce montant réactualisé amène à un financement prévisionnel total de 512 000 € de FSE sur l'ensemble du projet. Ce montant est le maximum alloué en financement par l'Europe dans le cadre du projet Pacerel.

Le financement de la Communauté urbaine

Par délibération en date du 4 novembre 2002, la Communauté urbaine a validé les conventions de financement pluriannuelles avec les structures associées au partenariat de développement.

Le montant prévisionnel total de subvention aux structures pour les années 2002, 2003 et 2004 était de 587 116 €. Les montants des subventions annuelles sont répartis entre les structures en fonction de leur participation aux différents axes du projet.

Les subventions allouées par la communauté urbaine de Lyon aux différents partenaires doivent être actualisées, en tenant compte des ratios de financement validés à l'origine du projet.

Les montants ont été calculés en prenant en compte : les objectifs atteints à la fin de l'année 2001, du consommé à la fin de l'année 2003, du plan d'actions 2004, pour atteindre les objectifs d'ensemble du projet et des besoins de financement.

Il est donc proposé d'allouer les subventions suivantes aux structures impliquées dans le partenariat de développement :

Libellé	Avenant 2004 subvention Communauté urbaine aux structures du partenariat de développement (en €)
centre Walras	0
CCI	202 423
CDM	6 341
ADIE	7 796
Aradel	10 620
CIF	5 267
RDI	17 984
Ardemi	0
AGF SCOP	9 484
CGPME	7 414
AVE	0
Gil Medef	22 286
Creons	39 923
AG URBA	23 355
Allies	507
Action Conseil	0
Action'elles	0
total	353 400

Le montant global des subventions versées aux structures du partenariat de développement par la communauté urbaine de Lyon en 2002, 2003 et 2004 est d'un montant total de 572 195 € (en diminution de 14 921 € par rapport au prévisionnel établi en début de projet) ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 4 novembre 2002 et 24 novembre 2003 ;

Où l'avis de sa commission développement économique ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer :

a - l'avenant à l'accord de partenariat de développement du projet Pacerel,

b) - l'avenant à la convention entre l'Etat et les partenaires membres du partenariat de développement du projet Pacerel,

c) - les avenants aux conventions de financement pluriannuelles avec les organismes concernés.

2° - Approuve le versement d'une subvention pour l'année 2004 à :

- CCI d'un montant de	202 423 €
- CDM d'un montant de	6 341 €
- ADIE d'un montant de	7 796 €
- Aradel d'un montant de	10 620 €
- CIF d'un montant de	5 267 €
- RDI d'un montant de	17 984 €
- AGF SCOP d'un montant de	9 484 €
- CGPME d'un montant de	7 414 €
- Gil Medef d'un montant de	22 286 €
- Creons d'un montant de	39 923 €
- AG URBA d'un montant de	23 355 €
- Allies d'un montant de	507 €

3° - Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2004 - comptes 657 380 et 657 480 - fonction 90 - opération n° 0717.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,